

Les Maisons de l'Emploi sont officiellement abandonnées par l'Etat

Cette fois, nous y sommes ! Le PLF 2018 intégrant une baisse drastique des financements Etat des MdE a définitivement été voté.

Passage de 21 millions à 12 millions, **moins 43%**, avec son corollaire : **la perte massive d'emplois.**

Une honte, un scandale, une injustice !

A l'heure où le gouvernement annonce que l'un de ces objectifs principaux est de faire fortement monter en compétences les salariés de ce pays, et notamment les plus fragiles face à l'emploi, on « organise » un plan social dans ces structures, expertes dans la GPEC et dans l'appui aux mutations économiques.

C'est donc un choix, un choix inique, brutal... et à ce titre, nous demandons au gouvernement d'en assumer publiquement **les conséquences** :

- **Economiques** de la disparition d'un service organisé, structuré et reconnu pour leur expertise locale
- **Sociales** du licenciement de centaines de professionnel·le·s de l'insertion et de l'emploi
- **Locales** de la fin d'une structure « ensemblier » pour donner du sens et de la cohérence au service public de l'emploi sur un territoire donné
- **Politiques** du retrait de l'Etat dans des politiques publiques de l'emploi. Qui va reprendre ces missions ? Avec quels moyens et dans quelles conditions ?

Le Synami refuse que les structures d'insertion assument un désengagement de l'Etat en se réorganisant de nouveau pour « absorber » et « faire face » sans projets, sans moyens supplémentaires et sous la pression !

Nos demandes sont simples :

Laisser les potentielles structures accueillantes faire état de leurs besoins, les remonter aux DIRECCTE et collectivités locales et que des engagements financiers pérennes soient formalisés pour sécuriser les salariés et les employeurs.

Faire un état des lieux national et qu'il soit transmis aux partenaires sociaux afin que la branche ML PAIO puisse jouer un rôle dans le reclassement (le mot est lâché) de nos collègues.